

Jean-Jacques URVOAS

*Finistère (1^{ère} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATION

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Etat. Gouvernement. Politique économique, réformes [13 novembre 2007] (p. 4012)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 356, posée le 24 juin 2008. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 5264). Appelée le 24 juin 2008. Restructuration, conséquences (p. 3690)

DÉBATS

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2348) : rejetée (p. 2353)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2349)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2350)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : nomination (p. 2350)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : secret professionnel (p. 2350)

Défense : opérations extérieures : détenus (p. 2349)

Droits de l'homme et libertés publiques : commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (p. 2349)

Etat : Médiateur de la République (p. 2349)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) : protocole (p. 2349)

Parlement : débats : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2351)

Parlement : office parlementaire d'évaluation de la législation : autorités administratives indépendantes (p. 2348)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Son amendement n° 71 (p. 2355)

Son sous-amendement n° 68 à l'adt n° 18 de la commission (p. 2357)

Ses amendements n° 72, 69 et 73 (p. 2358, 2359)

Article 3 (recrutement de contrôleurs)

Son amendement n° 84 (p. 2360)

Article 4 (secret professionnel)

Son sous-amendement n° 85 à l'adt n° 21 de la commission (p. 2360)

Son amendement n° 74 (p. 2361)

Article 5 (modalités d'information et de saisine du Contrôleur général)

Son amendement n° 88 : adopté (p. 2362)

Son amendement n° 75 (p. 2363)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son sous-amendement n° 86 à l'adt n° 26 de la commission (p. 2363)

Son amendement n° 87 (p. 2367) : adopté (p. 2369)

Ses amendements n° 92, 76 et 93 (p. 2374 et s.)

Article 7 (suites données aux visites)

Son sous-amendement n° 77 à l'adt n° 35 de la commission (p. 2378)

Ses sous-amendements n° 94 et 95 à l'adt n° 37 de la commission (p. 2379)

Son sous-amendement n° 96 à l'adt n° 37 de la commission (p. 2378) : adopté (p. 2379)

Son sous-amendement n° 97 à l'adt n° 37 de la commission (p. 2379)

Son amendement n° 78 (p. 2379)

Article 8 (avis et recommandations)

Son sous-amendement n° 98 à l'ad. n° 38 de la commission (p. 2381)

Ses amendements n°s 80, 79, 99 et 81 (p. 2381)

Article 9 (rapport annuel public)

Son amendement n° 100 (p. 2382)

Article 9 bis (coopération avec les organismes internationaux compétents)

Son amendement n° 101 (de suppression) (p. 2382)

Article 10 (moyens de fonctionnement)

Son intervention (p. 2382)

Explication de vote et vote [25 septembre 2007] (p. 2384)

Ses explications de vote (p. 2384)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2384)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Son intervention (p. 2694)

Thèmes :

Droit pénal : enquêtes : moyens (p. 2695)

Impôts et taxes : déductions : corruption (p. 2694)

Justice : espace judiciaire européen (p. 2695)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe : traités et conventions (p. 2694)

Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2694)

Politique économique : concurrence (p. 2695)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4190)

Procédure des questions :

Justice : pôles de l'instruction : création (p. 4190)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 57)

Son intervention (p. 77)

Thèmes :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 78)

Justice : rétention de sûreté (p. 57)

Justice : victimes (p. 77)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 78)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Ses interventions (p. 113 et s.)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Ses amendements n°s 105 et 106 (p. 127 et s.)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 779)

Thème :

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 779)

Explications de vote et vote [6 février 2008] (p. 784)

Ses explications de vote (p. 784)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 784)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Son intervention (p. 229)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 229)

Union européenne : transferts de compétences (p. 229)

Union européenne : construction européenne (p. 230)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 229)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Marylise Lebranchu (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 243)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Marc Le Fur (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 243)

Explications de vote et vote [16 janvier 2008] (p. 263)

Ses explications de vote (p. 263)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 263)

Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)

Son intervention (p. 1195)

Thèmes :

Droit pénal : témoins : diffamation (p. 1195)

Droit pénal : témoins : protection (p. 1196)

Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1195)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1195)

Discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1197)

Article unique (immunité partielle des personnes tenues de déposer devant une commission d'enquête - immunité étendue aux comptes rendus des réunions publiques des commissions d'enquête)

Son amendement n° 1 (p. 1197)

Explications de vote et vote [3 avril 2008]

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1196)

Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)

Son intervention (p. 2168)

Thèmes :

Elections et référendums : collège sénatorial : réforme (p. 2169)

Elections et référendums : élections sénatoriales : modes de scrutin (p. 2169)

Elections et référendums : élections sénatoriales : réforme (p. 2169)

Parlement : Sénat : histoire (p. 2168)

Parlement : Sénat : rôle (p. 2169)

Parlement : Sénat : suffrage universel (p. 2168)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2276)

Thèmes :

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2276)

Justice : indépendance (p. 2276)

Parlement : amendements (p. 2276)

Parlement : rôle (p. 2276)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 2276)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 275 de M. Victorin Lurel (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2339)

Intervient sur l'adt n° 372 de M. Jean-Claude Sandrier (suppression du mot race dans l'article 1er de la Constitution) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 305 de Mme Martine Billard (liste de discriminations prohibées inscrite dans l'article 1er) (p. 2341)

Intervient sur l'adt n° 276 de M. Victorin Lurel (langues régionales) (p. 2346)

Intervient sur l'adt n° 376 de M. Jean-Claude Sandrier (détermination par la loi de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) (p. 2365)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son intervention (p. 2372)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son intervention (p. 2433)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 512 de M. René Dosièr (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute activité professionnelle et tout mandat, notamment électif) (p. 2448)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2464)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2526 et s.)

Après l'article 13

Intervient sur l'adt n° 516 de M. Bernard Derosier (constitutionnalisation de l'état d'urgence) (p. 2574)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son intervention (p. 2577)

Son amendement n° 299 rectifié (p. 2579)

Article 12 précédemment réservé (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 2674)

Article 31 (création d'un Défenseur des droits des citoyens)

Son intervention (p. 2713)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4381)

Thèmes :

Constitution : révision (p. 4381)

Constitution : V^e République (p. 4381)

Parlement : prérogatives (p. 4381)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 4433)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4447)

Ses amendements n^{os} 246 et 248 (p. 4449 et s.)

Son amendement n° 247 (p. 4449) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4452)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4474)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son intervention (p. 4476)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son intervention (p. 4480)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son intervention (p. 4496)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'adt n° 86 de M. Marc Le Fur (langues régionales) (p. 4505)

Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3819)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 3825) : rejetée (p. 3830)

Thèmes :

Administration : baux emphytéotiques (p. 3825)

Conseil constitutionnel : jurisprudence : contrats de partenariat public-privé (p. 3827)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3827)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : baux commerciaux (p. 3827)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : Canada (p. 3827)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : évaluation (p. 3826)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : histoire (p. 3825)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : régime juridique (p. 3826)

Marchés publics : contrats de partenariat public-privé : Royaume-Uni (p. 3826)

Secteur public : endettement : contrats de partenariat public-privé (p. 3827)

Secteur public : privatisations : contrats de partenariat public-privé (p. 3827)

Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 96 (contrat de partenariat : contrat dérogoatoire au droit commun de la commande publique) : rejeté (p. 3843)

Article 1er (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Ses amendements n° 97 à 99 (p. 3845 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 100 (soumission de l'attributaire du contrat de partenariat au code des marchés publics) : rejeté (p. 3847)

Son amendement n° 101 : rejeté (soumission de l'attributaire du contrat de partenariat au code des marchés publics) (p. 3847)

Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Ses amendements n° 117 et 102 (p. 3849)

Son amendement n° 103 (p. 3856)

Ses amendements n° 104 à 106 (p. 3857)

Ses amendements n° 107 et 108 (p. 3859 et s.)

Ses amendements n° 109 et 110 (p. 3860)

Article 5 (nombre minimal de candidatures devant être mises en concurrence – possibilité de candidatures de groupements d'entreprises)

Son amendement n° 119 (p. 3861)

Article 7 (critères d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son amendement n° 111 (p. 3864)

Article 8 bis (harmonisation rédactionnelle avec l'article 6 de l'ordonnance)

Son intervention (p. 3866)

Article 9 (contenu obligatoire du contrat de partenariat)

Son amendement n° 112 (p. 3866)

Article 10 bis (rapport annuel de suivi de l'exécution du contrat de partenariat)

Son intervention (p. 3867)

Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)

Ses amendements n° 113 à 115, 139 et 140 (p. 3871)

Article 16 (extension du recours aux contrats de partenariat)

Ses amendements n° 116, 120 et 121 (p. 3871)

Ses amendements n° 122 à 125 (p. 3872)

Son amendement n° 126 et 127 (p. 3872)

Son amendement n° 128 (p. 3872)

Article 19 (nombre minimal de candidatures devant être mises en concurrence – possibilité de candidatures de groupements d'entreprises)

Son amendement n° 129 (p. 3873)

Article 22 (conditions d'attribution d'un contrat de partenariat)

Son amendement n° 130 (p. 3873)

Article 23 (contenu obligatoire du contrat de partenariat conclu par une collectivité territoriale)

Son amendement n° 131 (p. 3875)

Après l'article 24

Son amendement n° 132 (contenu du rapport annuel produit par le partenaire privé fixé par un décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 3875)

Article 25 (délimitation des biens appartenant au domaine public - modalités de conclusion de baux privés pour le domaine privé)

Son amendement n° 133 (p. 3876)

Son amendement n° 134 : adopté (p. 3876)

Article 26 (exonération du versement pour dépassement du plafond légal de densité pour les immeubles édifiés dans le cadre d'un contrat de partenariat, d'un bail emphytéotique administratif ou hospitalier ou d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public)

Son intervention (p. 3877)

Article 27 (exonération de la redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en région Île-de-France pour les immeubles édifiés dans le cadre d'un contrat de partenariat, d'un bail emphytéotique administratif ou hospitalier ou d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public)

Son intervention (p. 3877)

Article 28 (régime de publicité foncière pour les contrats de partenariat, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, les actes de bail et

crédit-bail et les baux emphytéotiques administratifs ou hospitaliers)

Son intervention (p. 3877)

Article 32 (application de certaines dispositions aux contrats en cours de passation)

Son amendement n° 138 (de suppression) (p. 3882)